



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 21 novembre 2025

Nos réf. : SHM/FB/MT n° 25-312

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SALEUR RECYCLAGE

ZI Dame Huguenotte - 9, Rue Joffroy d'Abbans - 52000 CHAUMONT

Code AIOT : 0005704245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 octobre 2025 dans l'établissement SALEUR RECYCLAGE implanté ZI « Dame Huguenotte » - 9, Rue Joffroy d'Abbans 52000 CHAUMONT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'installation et le transfert des activités sur une autre installation sur la même zone industrielle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALEUR RECYCLAGE
- ZI « Dame Huguenotte » - 9, Rue Joffroy d'Abbans - 52000 CHAUMONT
- Code AIOT : 0005704245
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SALEUR RECYCLAGE est spécialisée dans le tri, le transit et le regroupement de déchets (dont véhicules hors d'usage).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le récépissé du 27 février 2024, de la préfecture de la Haute-Marne acte que la société SALEUR RECYCLAGE a bien procédé au changement d'exploitant à la suite de l'inspection menée le 9 décembre 2021.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement article R. 512-39-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative- rubrique 2663	Code de l'environnement article R. 511-9 Annexe 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est en état de cessation d'activité, situation précédemment constatée lors de la visite d'inspection du 9 décembre 2021. Aucun déchet n'est présent sur le site.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé pour ces deux constats.

Le volume de matières en plastique susceptible d'être stocké est inférieur à 1000 m³ et ne relève pas de la réglementation au titre des ICPE

.2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement - article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation partielle d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 9 décembre 2021, l'inspection avait relevé que l'installation était en état de cessation d'activité totale.</p> <p>En l'absence de l'ensemble des démarches liées à la cessation d'activité (notification au préfet, mémoire de cessation, etc.), l'exploitant était donc invité à effectuer les démarches réglementaires correspondant à cette situation. Lors de la visite du 23 octobre 2025, l'inspection a à nouveau constaté l'arrêt des activités encadrées par les arrêtés préfectoraux en vigueur pour les rubriques 2713-1, 2791-1, 2712-1b, 1434-1b, 2711-2 et 1418-3.</p> <p>Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité et de mener les démarches nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : Situation administrative-rubrique 2663

Référence réglementaire : Code de l'environnement - Annexe 4 à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Conformité des activités exercées
Prescription contrôlée : Vérification des documents de déclaration au titre de la rubrique 2662-2 tel que défini à l'annexe 4 de l'article R. 511-9 du code de l'environnement.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté le stockage d'un volume estimé à 300 m ³ de matériels en plastique destinés à la collecte des déchets (bacs roulants, roues, divers équipements et pièces) du syndicat des déchets de la Haute-Marne. L'examen de l'inspection a porté sur la rubrique 2663, compte tenu de la configuration du bâtiment le volume susceptible d'être stocké est inférieur à 1000 m ³ , l'activité ne relève pas de la réglementation sur les ICPE au titre de cette rubrique.
Type de suites proposées : Sans suite